

Méthanisation dans l'Oise : « Ça fleurit dans tous les sens, on a du mal à voir la cohérence »

Un schéma départemental, voué à sortir avant l'été prochain, doit rassurer la population et accompagner les porteurs de projet pour optimiser la production de biométhane.



Lévignen. Près de 40 méthaniseurs sont en cours de construction ou à l'étude dans le département. LP/C.B.

Par Cindy Belhomme

D'ici quinze jours, le méthaniseur Naturagaz de Lévignen sera en service. Le gaz produit grâce aux déchets agricoles sera injecté dans le réseau de GrDF et alimentera les foyers des environs. [Un système « vertueux » qui a le vent en poupe](#). Selon la Chambre d'agriculture de l'Oise, 36 autres projets sont en cours de réalisation ou à l'étude dans le département, alors que neuf unités de méthanisation sont déjà en fonction.

« Ça fleurit dans tous les sens. On a du mal à voir la cohérence, souligne Christophe Germain, le maire (SE) de Lévignen. Ce serait bien que l'on ait une vision globale! » « Il ne faudrait pas faire comme avec les éoliennes », glisse Didier Malé, président du [Regroupement des organisations de sauvegarde de l'Oise \(ROSO\)](#), association de défense de l'environnement.

PUBLICITÉ



Un message entendu. La préfecture et la Chambre d'agriculture de l'Oise travaillent justement à l'élaboration d'un schéma départemental sur la méthanisation. Un document qui devrait sortir avant l'été 2021 pour « mettre un cadre sans pour autant mettre de barrières » aux porteurs de projet.

«Il est important de rassurer la population»

« Aujourd'hui, beaucoup de questions se posent autour de la méthanisation, observe Thierry Seguin, spécialiste du sujet à la Chambre d'agriculture. Il est important de rassurer la population et de donner des éléments à ceux qui en sont à l'initiative. »

Une réunion s'est tenue il y a quelques jours à la Direction départementale des territoires et d'autres vont suivre dans les mois à venir autour de quatre thématiques : les intrants, les procédures d'instruction, le financement et la concertation territoriale.

« On va écrire tous ensemble une stratégie, se réjouit Denis Pype, conseiller régional délégué à la production et la transformation des bio-ressources. La méthanisation est vitale pour le monde de l'agriculture et le développement de nos énergies renouvelables. Mais elle ne peut être durable que si elle passe par des mesures d'encadrement. »

Des craintes à répétition de la part des habitants

Au-delà du schéma strict, un guide des bonnes pratiques pourrait donc être mis en place pour labelliser la pratique. « La méthanisation est naissante et comme dans tout développement, des dérives sont possibles, reconnaît Denis Pype. Il faut faire de la méthanisation mais il faut le faire bien. »

De quoi rassurer les élus et citoyens, toujours méfiants vis-à-vis de ces installations chiffrées à plusieurs millions d'euros. « Aujourd'hui, les conditions d'exploitation suscitent un certain appétit entrepreneurial, constate Guillaume Maréchal, président de la Communauté de communes Senlis Sud Oise. Il n'est donc pas inutile d'avoir une régulation pour coordonner l'ensemble. Cela évitera peut-être que tout le monde fasse la même chose à 2 km les uns des autres, dans un court laps de temps. »

Newsletter Oise

Chaque matin, l'actualité de votre département vue par Le Parisien

JE M'INSCRIS

☐ Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous permettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. [En savoir plus](#)

[A Lévignen, un autre méthaniseur, voué à devenir le plus grand de l'Oise](#), est prévu à quelques centaines de mètres à peine de celui de Naturagaz. Ce qui n'a pas manqué de faire réagir les habitants inquiets de subir des nuisances olfactives, le bruit lié aux passages des camions et tracteurs ou encore un accident dû à la proximité de Butagaz, un site classé Seveso 2.

Un manque de communication

« Même si le risque zéro n'existe pas, il n'y a pas de craintes particulières à avoir concernant la technologie. Elle est fiable », assure Marie Tison, coordinatrice du pôle économie circulaire à l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). Encore faut-il le savoir... Car dans la plupart des cas, les projets se montent en catimini pour éviter d'être tués dans l'œuf.

« On appelle les agriculteurs à communiquer, à ouvrir le débat, explique Denis Pype. C'est le seul moyen d'être accepté par la population. Car souvent, des associations se montent avant même de connaître le projet. »



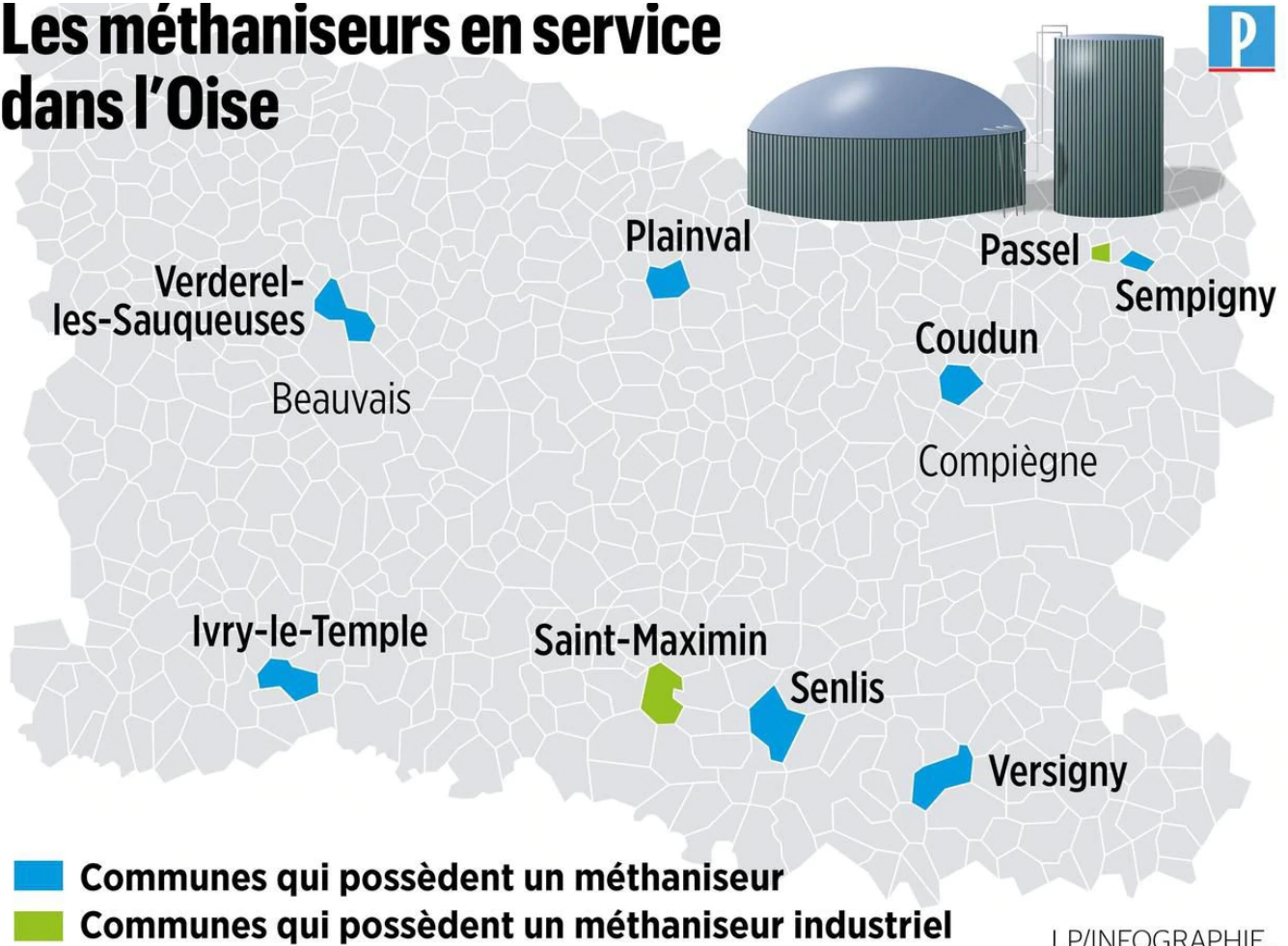
Rejouer la vidéo

De son côté, l'Ademe, en tant qu'instructeur des projets, va « accroître sa vigilance » pour s'assurer qu'il n'y a pas de dérives. « Les élus et les citoyens ont besoin d'être rassurés. Si cela doit passer par ça, alors nous le ferons », confie Marie Tison.

Une stratégie de communication assumée, une meilleure visibilité sur les procédures et des consignes claires sur les pratiques culturelles devraient donc mettre tout le monde d'accord.

Les méthaniseurs en mal de déchets

Les méthaniseurs en service dans l'Oise



LP/Infographie

Les méthaniseurs, de plus en plus nombreux commencent à manquer de carburant. « Les marchés d'approvisionnement sont tendus, remarque Franck Stammose, éleveur à Versigny, à la tête du premier équipement du genre dans l'Oise. Les usines s'amusent avec nous. Elles sont maîtresses de leurs déchets alors on se bat chacun de notre côté pour avoir les meilleurs prix. »

Une panne sèche que redoute le Regroupement des organisations de sauvegarde de l'Oise (Roso). « Le gisement de déchets méthanisables n'est pas à la hauteur des projets. Il n'y en a pas assez, assure Didier Malé, le président. Les coopératives et les sucreries vont finir par vendre leurs déchets qu'elles donnaient jusque-là et un marché qui n'existe pas aujourd'hui va se créer. »

[Rejouer la vidéo](#)

Or, il est primordial selon lui que les méthaniseurs s'approvisionnent localement pour que le « bilan carbone ne soit pas anéanti ». L'Ademe veille justement au grain. Pour bénéficier d'aides, les porteurs de projet doivent s'approvisionner d'intrants (les déchets organiques servant de matière première) dans un rayon de 40 km maximum

C'est pourquoi l'association conseille aux agriculteurs de « mutualiser les projets ». « Ils doivent par ailleurs discuter avec les élus pour identifier le potentiel du territoire, en termes de déchets, pour choisir la filière adéquate », explique Marie Tison, coordinatrice du pôle économie circulaire à l'Ademe.

D'autant que la nature des intrants est également surveillée par l'Ademe. « Dans les plans d'approvisionnement, on ne souhaite pas qu'il y ait des cultures principales car l'alimentation humaine et animale doit être prioritaire », ajoute Marie Tison.

[VOIR LES COMMENTAIRES](#)

La télésurveillance par Orange sécurise vos biens

Annonce, Télésurveillance d'Orange